



la Corée du Nord sont très limités, ils offrent leur habituelle panoplie: sécurité, transmission, police d'état et ils ont construit un nouveau palais avec tous les gadgets de haute sécurité pour le Président. Le complexe est si grand que le Président n'ose pas y habiter. Le régime socialiste a nationalisé les entreprises, a créé un grand nombre d'entreprises socialistes, a fait un essai de réforme agraire et l'organisation politique du Président, l'AREMA (Avant-garde de révolution malgache), en fait, mais pas officiellement, le seul parti politique, structuré à travers tout le territoire, est chargé de contrôler le pays. Le Président propose à la "bourgeoisie nationale récupérable" de rallier ces partisans. Dans divers milieux politiques et aussi en partie dans la population, ce nationalisme et les paroles révolutionnaires ont été appréciées. Une expansion brutale a été lancée sous le slogan "investir à l'outrance". Mais les apprentis sorciers en face des réalités ont assez vite déchanté. Le PIB baisse; le déficit de 5 % PIB en 1978 monte à 17 % en 1979, la dette extérieure de 307 Millions de dollars en 1978 monte à 1034 Mio \$ en 1980. Les amis de l'est ne montrent aucune générosité et le Président marxiste-socialiste commence lentement son virage vers l'ouest, vers le capitalisme. En juin 1980, Madagascar signe son premier accord avec le FMI. Il n'est pas facile de pallier aux très graves difficultés économiques, la baisse du pouvoir d'achat est considérable, la population s'appauvrit. En 1982, la situation se stabilise un peu; en collaboration avec la Banque mondiale et le FMI, une libéralisation toute relative est lancée, l'idée de prix justes gagne du terrain, la réduction du déficit des finances publiques et des échanges extérieurs est tentée. Les progrès sont lents, la bureaucratie, ferme dans les mains du régime, se fait de plus en plus lourde et coûteuse pour les citoyens. Le paysan travaille pour l'autosuffisance, faute d'avoir accès au marché où à recevoir un prix de vente raisonnable. L'insécurité, surtout à la campagne, augmente. Que reste-il de la révolution? Tous les militants de l'Arema la clament et se portent bien, tous les autres malgaches l'ignorent. Sur le plan de la politique extérieure, le Président s'est ajusté aux nouvelles réalités, tout en parlant à chaque occasion de son idée de "tous azimuts" Il améliore beaucoup les relations avec la France, les USA retrouvent leur place, l'aide venant du Japon, de l'Allemagne fédérale augmente. La Banque Mondiale et le FMI sont consultés régulièrement et le gouvernement "essaye" de suivre leurs "prescriptions". Cette manière d'accepter les concepts capitalistes n'empêche pas de maintenir les relations étroites avec l'URSS (présence militaire, transmissions, coopération à l'Université, alignement de la diplomatie malgache sur les thèses soviétiques) et la Corée du Nord (sécurité, garde présidentielle, bunker-haute sécurité dans le nouveau palais du Président, coopération militaire).

En 1984, le Président lance l'idée "produire à l'outrance" et il parle de la réhabilitation de l'économie et des mentalités. Le "pouvoir révolutionnaire" engage l'économie malgache dans la voie libérale. Vu la dégradation généralisée de l'agriculture et de l'industrie, soi-disant dirigée par la bureaucratie selon les principes du fameux petit Livre Rouge, la "privatisation" devient le nouveau mot à la mode. Le commerce du riz, le secteur le plus im-

portant, est abandonné aux privés, également la production et l'exportation du café, du girofle et du poivre. Au début de cette année est décrétée la liberté totale des importations et exportations. La seule limite des importations est maintenant le manque du pouvoir d'achat, mais il y a pléthore de marchandises, une très grande majorité inappropriée pour un pays très pauvre. Jusqu'à ce jour, la Banque centrale semble pouvoir attribuer les devises demandées. C'est évident que le secteur industriel privé, pas performant du tout, produisant à coût élevé et mal armé pour être au rendez-vous de cette brutale libéralisation, demande la protection de l'Etat. Capitalisme et libéralisation sont également les mots d'ordre dans le secteur financier. Les banques nationalisées, pratiquement en faillite, ont aujourd'hui le statut de sociétés anonymes et des actionnaires étrangers sont invités à investir. Une banque étrangère doit être créée prochainement. Cette évolution devrait donc correspondre à l'échec du socialisme. Il n'y a aucun doute que le régime est acculé. Après le constat de la faillite de l'économie planifiée centralisatrice marxiste, les mêmes hommes semblent aujourd'hui avoir aussi d'excellentes qualifications pour mener une politique qui a fait une évolution de 180°. La vie est difficile pour les malgaches, la durée et la dureté des problèmes de survie engendrent la lassitude de la majorité, devenue amorphe. Il y a une baisse intolérable du pouvoir d'achat. Les sujétions claniques ou familiales selon l'histoire du pays sont un frein pour le développement. L'organisation politique du Président, l'AREMA couvre le pays entièrement. Hors de l'AREMA, il n'y a que peu de chance de percer, de réussir; les backschiches, les cadeaux à payer sont trop élevés. Les Ministres sont tous des affairistes, les membres du Conseil Suprême de la Révolution (le politbureau) sont des brasseurs d'affaires. Et le Président dans cela ? Il ne semble pas avoir la "stature" d'un Marcos ou d'un Duvalier. Il donne plutôt l'impression d'être maintenant un prisonnier de son entourage. C'est sa belle famille avec un petit groupe qui l'entoure qui prend les décisions. La femme du Président, première militante de l'AREMA, sa soeur, mariée à l'ancien chef de la police d'Etat, maintenant Ministre de la Défense et autres membres de la grande famille (du clan) c'est eux qui imposent très souvent leur opinion au Président. La PROCOOPS, Société de promotion des coopératives socialistes, fondée en 1984 seulement, est l'institution toute puissante, elle met la main sur tout, est incontournable pour tout permis ou autorisation importante. Elle s'occupe du riz jusqu'aux pierres précieuses (sa Présidente Hortense Raveloson-Mahasampo, belle soeur du Président, a été arrêtée en Italie en 1984 pour contrebande de pierres précieuses). Haïti avec la famille Duvalier peut être citée comme point de comparaison, cela sent le duvaliérisme, la mafia. Madagascar peut être considéré comme un Etat autoritaire,

mais pas pourvu de mécanismes du totalitarisme. L'art d'esquiver s'est imposé au détriment de la prise de responsabilité. L'élection présidentielle de l'année prochaine ne sera que pure formalité. Il n'est guère probable qu'un homme politique se présentera, car cela équivaudra à la perte des privilèges consentis à chaque politicien et à son organisation.

Le Chargé d'affaires de Suisse



(A.R. Dissler)